

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1974)**

Heft 280

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

L'affaire du siècle (suite)

Prudence et perplexité ! Plus personne aujourd'hui ne s'aventure à donner son avis sur le « deuxième pilier » de l'AVS sans avoir soigneusement assuré ses arrières. Et pourtant, en décembre 1972 (il y a une année et demie déjà) le peuple suisse n'avait pas manifesté trop d'hésitations et le Conseil fédéral avait reçu un large appui populaire. Au début du mois de juillet, répondant au conseiller national Meizoz au sujet de la mise en place du deuxième pilier, le Conseil fédéral ne cachait pas son embarras: « A la suite de la consultation effectuée de novembre 1972 à mars 1973, certaines questions se sont révélées plus compliquées que prévu »... Le reste de la réponse? décevante et sybilline à l'avenant. Même embarras chez les commentateurs du projet de loi, sorti il y a quelques jours des tiroirs de la sous-commission adhoc, émanation de la grande commission fédérale sur l'AVS et l'assurance-invalidité.

Mais malgré les hésitations, il fallait bien poursuivre sur la lancée de 1972. Pour rester fidèle à la méthode de travail traditionnelle, on consulte ! Sur le même sujet, pratiquement, qu'il y a un an le Conseil fédéral sollicite l'avis des organisations concernées. De fait cette manœuvre de retardement, cette quête de l'alibi « démocratique », répond aux vœux de la droite conservatrice, soucieuse de donner au projet le label d'un blanc-seing majoritaire. Un label sans aucune signification du reste, puisque devant le parlement, auquel on aura ainsi « refilé la savonnette », s'affronteront des points de vue opposés et connus depuis des mois (le patronat ne manquera pas d'insister sur la primauté des cotisations).

Une procédure de consultation (publiera-t-on les avis recueillis?) inutile donc, réduite à n'être qu'un instrument dans le jeu politique de la droite; mais aussi une procédure de consultation néfaste: la mise sur pied du deuxième pilier se trouve inévitablement retardée, et ce retard est, comme par hasard, mis à profit par les caisses (1000 institu-

tions supplémentaires depuis fin 1972: c'est la ruée vers l'or!) pour réaliser l'«affaire du siècle». Quant au contenu du projet, il appelle deux remarques fondamentales qui s'ajoutent à notre réticence face à la complication du système envisagé: — Sur le fond. Est instaurée la double primauté, cotisations et prestations. Un système acceptable en principe, mais dont les modalités sont si floues qu'elles en deviennent irrecevables. Qu'on en juge plutôt ! Les caisses existantes, et dont les bases financières seront reconnues sûres, pourront opter entre les deux primautés; elles ne manqueront pas de choisir les cotisations: inacceptable ! Cela sans compter qu'il reste aux caisses la possibilité de verser un capital au lieu de rentes échelonnées, éludant ainsi leur responsabilité en matière de compensation du renchérissement: inacceptable encore !

— Sur la forme. L'accent est mis sur la création d'une institution centrale dont la compétence portera à la fois sur les problèmes posés par la génération d'entrée, par le renchérissement et par les fiascos éventuels de caisses en faillite. Ici, de nouveau, le principe est intéressant, mais les lacunes pratiques évidentes: l'organisme central en question, malgré l'existence d'un comité paritaire, se trouvera dépourvu d'une quelconque influence sur la gestion de l'argent recueilli par le pool, une gestion qui reste ainsi l'apanage des assurances. On voit dès l'abord les limites d'une telle organisation: s'en trouveront accentuées, notamment, les disparités cantonales en matière d'investissements. Constaté la main-mise de la droite sur le processus d'élaboration du projet, constater l'insuffisance des dispositions prévues, sur le fond et sur la forme, constater enfin le retard inévitable de la mise sur pied du deuxième pilier, c'est appeler de ses vœux, nous l'avons déjà dit, une nouvelle initiative sur le sujet, qui tienne compte des expériences faites et permette la création de caisses de retraite vraiment populaires.

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
N° 280 18 juillet 1974
Onzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1974: 17 francs
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1

Tél. 021 / 22 69 10

C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:

Gilbert Baechtold
Rudolf Berner
Jean-Daniel Delley

280